

notre «épicerie», monsieur le Président. Pour chaque dollar que nous dépensons au Canada, nous devons emprunter près de 35c. Ce n'est pas normal. C'était et c'est le devoir du nouveau gouvernement, tout comme cela est le devoir de l'Opposition officielle et de l'autre parti, d'appuyer le gouvernement dans cette démarche sincère visant à réduire de façon progressive l'épouvantable déficit. Nous n'avons aucune échappatoire, nous n'avons aucun expédient. Il faut prendre le taureau par les cornes, comme l'a si bien dit le ministre des Finances du Québec cette semaine, en nous félicitant de la façon dont le gouvernement progressiste conservateur assumait ses responsabilités.

Le gouvernement précédent, monsieur le Président, a habité la population du Québec et celle de tout le Canada à quémander continuellement au gouvernement supérieur pour chacun de leurs petits besoins. Cela a amené une déformation dans l'esprit des gens qui voient le gouvernement comme une providence qui répond aux moindres de leurs besoins.

Ce n'est pas là, monsieur le Président, ce que devrait être un véritable gouvernement. Il faut que la population canadienne se prenne elle-même en main et compte moins sur l'intervention continue du gouvernement. J'expliquais, monsieur le Président, encore hier après-midi à quelqu'un de ma circonscription qu'il m'apparaissait difficile pour le gouvernement fédéral de remettre une subvention pour la peinture de l'église ou encore l'agrandissement du cimetière, ce qu'on me demandait. Il y a 20 ans, jamais personne n'aurait pensé, n'aurait même imaginé qu'on puisse demander une telle chose, l'entretien d'une église, d'un presbytère, d'un cimetière, tout le monde savait que ce n'était pas une responsabilité fédérale. Cependant, c'est l'attitude du gouvernement précédent qui s'est permis de «tirer» l'argent par les fenêtres littéralement pour donner de l'argent à tout ce qui bougeait, tous les organismes sociaux, de loisirs, les fabriques... On donnait donc de l'argent à tout ce qui bougeait, à tous ces organismes-là. Alors les gens ont pris l'habitude de recevoir cet argent.

Cela peut sembler pénible aujourd'hui, monsieur le Président, de devoir dire à ces gens qui ont vu cette manne fédérale s'abattre littéralement sur les municipalités environnantes, qui avaient vu réparer une église, faire des tables de pique-nique ou couper du foin sur le bord des routes: Mes amis, c'est fini ce temps-là.

Monsieur le Président, comme je le disais à cette personne hier, il faut que, graduellement, la population canadienne apprenne à se reprendre en main et constate qu'il n'est plus possible maintenant d'agir de la sorte, de donner de l'argent à tout le monde, de l'argent que nous n'avons pas, et si on continuait à faire comme le gouvernement précédent l'a fait, on se retrouverait dans une situation où on hypothéquerait notre avenir ainsi que celui de nos enfants et de nos petits-enfants.

Je ne crois pas, monsieur le Président, qu'il s'agisse là d'une attitude burlesque comme tentait jeudi soir, en réponse à l'honorable ministre des Finances (M. Wilson), de le laisser entendre le critique de l'Opposition officielle en matière économique, l'honorable député de Saint-Henri-Westmount (M. Johnston) qui n'est pas ici ce matin. Il faut dire que l'honorable député de Saint-Henri-Westmount s'y connaît en matière de déficit. Étant donné les articles de journaux que j'ai vus

cette semaine, je pense que la campagne à la chefferie libérale a laissé des traces. On s'y connaît en matière de déficit.

Comment ces gens de l'autre côté de la Chambre peuvent-ils ou ont-ils pu se permettre, monsieur le Président, de nous traiter de «mange-Canadiens» et d'orangistes?

• (1210)

On constate, monsieur le Président, de quelle façon et avec quelle arrogance et quel mépris pour les institutions démocratiques le gouvernement précédent a administré notre pays. Il est un peu étonnant de se rendre compte que la seule unanimité que l'on a pu constater entre toutes, et je dis bien «toutes», les provinces du pays, et on l'a vu de façon très claire au cours de l'été et de l'automne, que la seule unanimité, c'était le changement. Tout le monde souhaitait que le gouvernement soit changé.

Je tiens également, monsieur le Président, puisque l'occasion se présente, à remercier le très honorable premier ministre (M. Mulroney) de la grande confiance qu'il m'a prodiguée en me confiant la responsabilité de secrétaire parlementaire de l'important ministère de l'Agriculture. La circonscription de Bellechasse, comme plusieurs parmi vous le savent, est immense. Elle s'étend sur une distance d'environ une centaine de milles au sud-est de Québec le long du fleuve Saint-Laurent et sur une distance en largeur d'une cinquantaine de milles.

J'ai la chance de compter un nombre impressionnant d'agriculteurs auxquels m'ont confié, à plusieurs reprises, entre autres en fin de semaine dernière et l'autre fin de semaine également, leur fierté d'avoir un député du Québec pour seconder l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Wise) dans ses lourdes responsabilités de voir à ce que l'agriculture reprenne la place qui lui revient dans l'économie canadienne.

Dans ma circonscription également, monsieur le Président, près de la moitié de mon territoire est couvert par la forêt. La forêt, au Québec particulièrement, a subi une épidémie de la tordeuse du bourgeon de l'épinette et notre population, devant cet événement désolant, compte sur le ministre d'État au nouveau ministère de la Forêt pour que l'État canadien prenne des dispositions, et ce, de concert avec l'entreprise privée et les gouvernements provinciaux pour que l'on commence à s'occuper vraiment, ce qui n'a pas été fait dans le passé, d'aménagement et de développement de notre forêt canadienne, comme le Parti progressiste conservateur s'y est engagé.

Nous n'avons pas la prétention, monsieur le Président, d'avoir toutes les solutions à tous les problèmes. Nous sommes cependant désireux de jeter un regard nouveau sur l'ensemble des dossiers et particulièrement de collaborer étroitement avec les autorités provinciales dans la recherche des solutions appropriées.

Ma circonscription, monsieur le Président, la vaste circonscription de Bellechasse, contient, comme je l'ai dit tout à l'heure, un nombre impressionnant d'agriculteurs qui touchent à à peu près tous les types d'élevages et de cultures. Cela donne une idée de l'espèce de microcosme intéressant qu'est l'agriculture au Québec et au Canada. Et j'en suis fier. Ma circonscription compte une soixantaine de municipalités, ce qui est un peu exceptionnel parce qu'il n'y a pas de grandes municipalités. La municipalité la plus grande dans ma circonscription n'a qu'une population de 14,000 habitants, ce qui est relativement peu.